

Nous convenons tous qu'il faut nettoyer l'environnement. Toutefois, la volonté politique ne suffit pas; il faut de l'argent. Pour offrir à nos pauvres et à nos chômeurs les outils et l'éducation dont ils ont besoin pour devenir autonomes et productifs, nous avons besoin d'argent et non pas seulement de beaux discours encourageants.

Notre régime de soins de santé, un des meilleurs au monde, coûte de plus en plus cher, mais nous n'avons pas d'argent. Nous sommes endettés jusqu'au cou. Voilà enfin un budget qui nous permet de nous hisser sur la pointe des pieds et d'apercevoir, au-delà de la montagne de dettes, un avenir prospère et autonome.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, les Canadiens savent que la taxe de 7 p. 100 sur les produits et services va modifier leur mode de vie pour des générations et des générations à venir. C'est pour cette raison que 80 p. 100 d'entre eux s'opposent à la décision qu'a prise le gouvernement d'imposer une taxe aussi cruelle et répressive à la population du Canada.

Contrairement aux libéraux, les néo-démocrates, qui sont contre la TPS, proposent des solutions de rechange précises. Notre parti a expliqué en détail les moyens que le gouvernement devrait prendre au lieu d'imposer une taxe de 7 p. 100. C'est d'ailleurs pour cette raison que je suis si déçu que la Chambre de commerce d'Edmonton, qui a organisé le débat sur la TPS qui aura lieu ce soir, n'ait pas permis au porte-parole du NPD pour les finances d'y prendre part.

Serait-ce que la Chambre de commerce d'Edmonton n'est pas curieuse de savoir ce que le NPD a à proposer à la place de la taxe sur les produits et services ou craint-elle que le parti qui a été le fer de lance dans la lutte contre la TPS d'un bout à l'autre du pays ne mette au jour les défauts de la politique fiscale du gouvernement et ne montre en outre que les libéraux ne s'opposent pas vraiment au principe de la taxe sur les produits et services, comme l'ont signalé si explicitement leurs candidats à la direction du parti, MM. Martin et Chrétien.

Article 31 du Règlement

L'ALBERTA

M. René Soetens (Ontario): Monsieur le Président, avant de revenir à Ottawa aujourd'hui, j'ai lu en fin de semaine dans le *Globe and Mail* que l'Alberta se plaignait de payer trop cher son appartenance à la Confédération.

J'ai décidé de parler de cet article à un ministériel dès mon retour à Ottawa. Le premier cabinet de ministre que j'ai contacté était celui du député de Yellowhead. Préférant ne pas discuter de cette question avec un Albertain, j'ai regardé autour de moi et j'ai constaté que non seulement le secrétaire d'état aux Affaires extérieures était Albertain, mais que le vice-premier ministre, ministre de l'Agriculture et président du Conseil privé, le député de Vegreville, l'était aussi.

Le député de Calgary-Centre, un Albertain, est maintenant leader parlementaire du gouvernement. Par prudence, j'avais décidé de parler au whip en chef du gouvernement, mais, surprise! il était Albertain lui aussi: c'est le député de Calgary-Ouest.

Avec l'approbation du député d'Edmonton-Strathcona, qui est assis derrière moi et du député de Calgary-Sud-Est qui s'assoit normalement en face de moi, j'ai pensé vous signaler cette question, monsieur le Président. Mais, en me rendant à la Chambre, je me demandais ce que je ferais si le président suppléant, le député d'Edmonton-Nord, occupait le fauteuil. Avec tous les députés extrêmement compétents qui la représentent ici, l'Alberta n'a certainement pas besoin d'être aidée comme les provinces moins favorisées.

* * *

[Français]

NOUVEAU DÉPUTÉ

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que le greffier de la Chambre a reçu du directeur général des élections le certificat d'élection de M. Phillip Edmonston, député de la circonscription électorale de Chambly.

* * *

PRÉSENTATION D'UN NOUVEAU DÉPUTÉ

M. Phillip Edmonston, député de la circonscription électorale de Chambly, est présenté par M^{me} McLaughlin et M. Nystrom.